



N°002PR/PM/MFB/2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Ministre des Finances et du Budget porte à la connaissance de l'opinion nationale et internationale, que le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) a examiné et adopté, ce vendredi 13 Avril 2018, la première revue du Programme triennal appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) signé le 30 Juin 2017.

La conclusion satisfaisante de cette 1^{ière} revue du Programme vient non seulement couronner les efforts de stabilisation et de relance de notre économie, mais elle permet également le décaissement immédiat de cinquante (50) millions de dollars du FMI, et ouvre la voie au décaissement des appuis budgétaires de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne, soit un total attendu de quatre vingt (80) milliards de FCFA au titre de l'exercice 2017.

Le Conseil d'administration salue le fort engagement des plus hautes tchadiennes et encourage le Gouvernement à poursuivre de façon soutenue les réformes prévues dans le cadre de ce Programme pour relancer la machine économique. À ce titre, un accent particulier devra être mis, notamment sur :

- la non accumulation des arriérés extérieurs ;
- une meilleure gestion de la masse salariale ;
- une meilleure mobilisation des ressources fiscales ;
- la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la supervision du secteur bancaire et;
- une amélioration de la gestion des finances publiques.

Cet aboutissement qui est le fruit des clairvoyantes orientations de Son Excellence **IDRISS DEBY ITNO**, Président de la République, Chef de l'Etat, vient à point nommé car il permet de sécuriser les financements prévus dans le Programme et ramener les finances publiques vers une trajectoire soutenable.

Le Ministre des Finances et du Budget adresse ses remerciements au Premier Ministre, Chef du Gouvernement pour son constant soutien dans la conduite de ce processus.

Enfin, il est important de signaler que la conclusion de cette première revue ne signifie aucunement la fin des réformes, mais l'ouverture d'une nouvelle phase devant conduire notre pays vers une reprise économique durable au bénéfice social de nos populations.

Notre pays doit maintenir le Gap des réformes, conformément aux engagements pris par les Chefs d'État de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale lors du Sommet du 23 décembre 2016 à Yaoundé.

Fait, le 13 avril 2018

Le Ministre des Finances et du Budget



Dr ABDOU LAYE SABRE FADOU